

Honduras

Un défenseur des droits de l'homme arrêté et tabassé

Au soir du 8 mai 2014, José Guadalupe Ruelas García, directeur de Casa Alianza Honduras, une ONG de protection des enfants, a été arrêté arbitrairement et frappé par la police militaire.



José Guadalupe Ruelas

Monsieur Ruelas García venait d'assister à une rencontre organisée par l'ONG internationale Plan. Il était au volant de sa voiture et portait une chemise avec le logo de son association quand la police militaire lui a fait signe de s'arrêter. Tandis qu'il obtempérait, un policier à moto a heurté son véhicule. Les autres agents ont alors sorti M. Ruelas García de sa voiture et l'ont frappé au visage, à la tête, dans le dos, sur le torse et les jambes. Ils lui ont confisqué son ordinateur et pris 200 dollars.

Au poste de police, ils lui ont fait passer six fois le test d'alcoolémie avant de lui lire ses droits et de l'informer qu'il était accusé d'avoir blessé un agent.

Sous la pression de l'ONG Comité des familles de détenus disparus au Honduras (Cofadeh), le parquet a fini par ordonner le transfert de M. Ruelas García à l'hôpital. Il y est resté plusieurs heures en soins intensifs et n'est ressorti que dans l'après-midi du 9 mai.

Il est probable que M. Ruelas García soit victime de représailles. Au mois d'avril dernier, son ONG a présenté un rapport accablant sur le nombre d'enfants et de jeunes assassinés au Honduras : 270 morts violentes chez les moins de 23 ans au cours des quatre premiers mois de 2014. Début mai, M. Ruelas García a donné plusieurs interviews dans les médias pour dénoncer la corruption et l'inaction des autorités.

Honduras

Contexte

Nouveau président, mêmes atteintes aux droits

Le Honduras connaît une situation interne particulièrement difficile sur le plan sécuritaire, politique, économique et social. Le taux de criminalité (11 fois supérieur à la moyenne) et d'homicides (83 pour 100 000 habitants en 2013) lui vaut le triste record de pays le plus dangereux du monde. Le pouvoir et les administrations sont gangrenés par la corruption.

Si ces difficultés ne datent pas d'hier, elles ont clairement explosé avec le coup d'État de juin 2009, puis sous la présidence de Porfirio Lobo (2010-2014). Issu du même parti conservateur, National, le nouveau chef d'État en poste depuis janvier 2014, Juan Orlando Hernández, n'a pas inversé la donne. L'une des premières mesures qu'il a souhaité mettre en place est l'extension de la police militaire. Or, dans les régions rurales où l'armée est en place depuis l'été 2011, la violence ne fait que croître.

Les défenseurs des droits de l'homme menacés

En visite au Honduras en février 2012, Margaret Sekaggya, rapporteuse spéciale des Nations unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, a déclaré : « Le coup d'État de 2009 a augmenté la vulnérabilité des défenseurs des droits de l'homme, [victimes d'] exécutions extrajudiciaires, de disparitions forcées, de tortures et mauvais traitements, de menaces de mort, d'attaques, de harcèlement et de stigmatisation. »

Source de l'Appel urgent : COFADEH et OMCT

OGDH, AVIPA, FIDH

Mode d'emploi

1. Signer les lettres jointes.
2. Les expédier, au plus vite, à l'adresse indiquée
(Tarifs postaux : France 0,58 € / UE 0,80 € / reste du monde 0,95 €).
3. Si possible, envoyer une copie de votre lettre à l'ambassade du pays concerné.